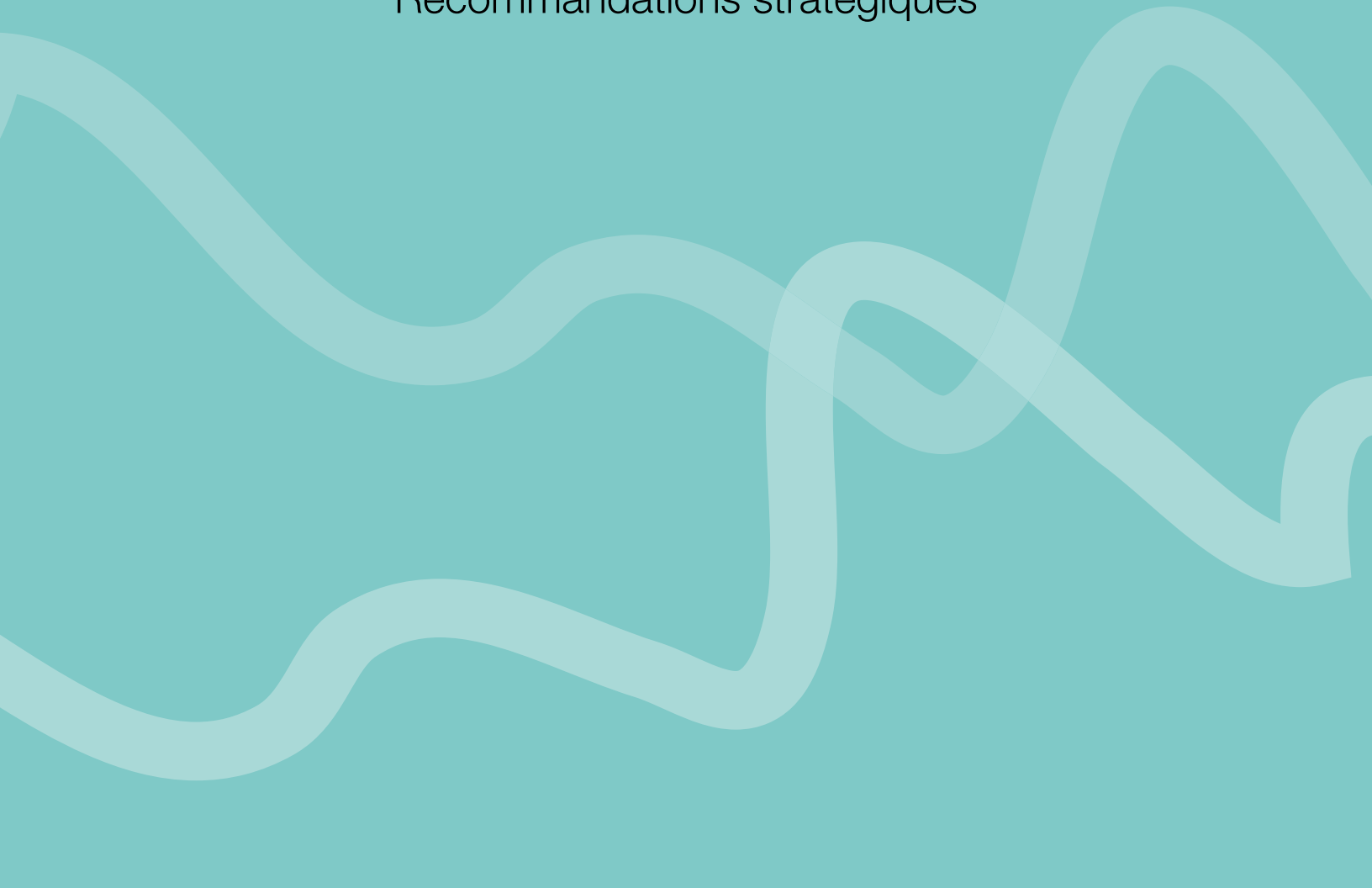


Renforcer les réponses à l'extrémisme anti-autorité au Canada

Recommandations stratégiques

The bottom half of the page features several thick, light blue wavy lines that flow across the width of the document, creating a sense of movement and depth.

1. Introduction

Les idéologies, groupes et mouvements qui rejettent la légitimité de l'État représentent un défi croissant pour les sociétés démocratiques. Au Canada, ce phénomène est désigné sous le nom d'**extrémisme anti-autorité** et a suscité une attention publique et politique marquée au cours des deux dernières décennies. L'extrémisme anti-autorité se manifeste de diverses manières, notamment à travers des groupes comme les *Freemen-on-the-Land* ou les citoyens souverains, des manifestations visant à contester la légitimité du gouvernement, ainsi que par des individus qui adhèrent à ces croyances extrêmes sans appartenir à un groupe nommé. Dans le présent document, le terme *extrémisme anti-autorité* est utilisé pour désigner l'ensemble des idéologies et comportements caractérisés par une méfiance profonde envers les gouvernements et une perception de l'illégitimité des institutions publiques d'autorité.

Ces idéologies, qui rejettent en bloc la légitimité de l'État, se sont multipliées et diversifiées au cours des dernières années. Elles englobent un vaste éventail de griefs, de croyances, de ressentis, de théories complotistes et de tactiques. Si elles se traduisent souvent par une méfiance envers les politiciens, les politiques publiques et les gouvernements, elles s'étendent aussi fréquemment à d'autres figures d'autorité, comme les institutions scientifiques, les agences de santé, les services de police, les systèmes financiers, les établissements scolaires, les grandes entreprises, les figures communautaires, et parfois même les normes culturelles ou sociales. En plus de ce rejet généralisé de l'autorité, plusieurs adeptes de l'extrémisme anti-autorité instrumentalisent les événements actuels et les crises sociétales afin de légitimer leur vision du monde et de diffuser leur récit. Ainsi, l'ampleur réelle de l'extrémisme anti-autorité est probablement beaucoup plus large qu'on ne le reconnaît généralement, et elle touche de nombreux secteurs publics et privés, allant des forces de l'ordre aux écoles en passant par les établissements de santé.

Plusieurs facteurs personnels, sociaux et économiques peuvent expliquer pourquoi certaines personnes sont attirées par ces idéologies. Le sentiment de frustration face à la politique, des expériences négatives avec le gouvernement ou les forces de l'ordre, ou encore une méfiance générale envers les institutions peuvent tous jouer un rôle. Pour certaines personnes, les discours et les tactiques anti-autorité offrent des réponses simples à leurs difficultés en désignant des coupables extérieurs ou en promettant des solutions rapides à des situations financières ou juridiques compliquées. D'autres y voient la promesse d'un retour à une époque révolue ou à un mode de vie jugé plus simple — une idée particulièrement séduisante en période de bouleversements politiques ou sociaux, comme lors de la pandémie de COVID-19.

En 2023, un rapport préparé par le Groupe de travail sur les menaces pesant sur les élections, issu des services de sécurité et de renseignement, signalait que les récits extrêmes anti-autorité – y compris les menaces envers les politicien·nes – étaient devenus « de plus en plus normalisés » et risquaient de « nuire au tissu social canadien »¹. Bien que la majorité des personnes adhérant à ces croyances ne commettent pas d'actes violents, une minorité y a recours. Plusieurs incidents violents motivés par des idéologies anti-autorité ont ainsi eu lieu au cours des dernières années, notamment l'échange de tirs survenu en 2022 à Saanich (Colombie-Britannique), où deux frères jumeaux ont tenté de confronter et tuer des policiers². Toutefois, la menace plus vaste réside dans le rôle que jouent ces idéologies en alimentant la méfiance à l'égard des institutions démocratiques et en encourageant leur rejet, ce qui peut mener à une déstabilisation de la cohésion sociale et de l'ordre public.

Face à cette évolution, une réponse stratégique, fondée sur des données probantes et résolument proactives, est nécessaire. Cette note d'orientation s'appuie sur les résultats empiriques du projet *Préparer les professionnel·les à la montée de l'extrémisme anti-autorité (Prep-Ex)*, qui a examiné les dynamiques liées à l'extrémisme anti-autorité et au souverainisme au Canada et en Allemagne. Elle propose une compréhension approfondie du phénomène et de ses différentes déclinaisons idéologiques dans ces deux contextes nationaux. Elle intègre les perspectives d'expert·es, de membres des forces de l'ordre, ainsi que de praticien·nes de première ligne, comme des travailleurs et travailleuses sociaux, qui interagissent directement avec des personnes adhérentes dans le cadre de leur profession. Elle tient également compte des témoignages de personnes adhérant à ces idées et de leurs proches. En s'appuyant sur ces perspectives, cette note d'orientation met en lumière les principaux risques et défis posés par l'extrémisme anti-autorité, et formule plusieurs recommandations concrètes à l'intention des décideur·es canadien·nes pour prévenir, contrer et atténuer ses impacts.

1 Bronskill, Jim. 2024. "Anti-authority narratives could tear 'fabric of society,' intelligence report warns," CBC News, mars 2024, <https://www.cbc.ca/news/politics/threats-of-violence-canada-elections-1.7153960>.

2 Vancouver Island Integrated Major Crime Unit, press release, 2023. "VIIMCU released their concluding report on the bank robbery and attempted murder of Vancouver Island police officers," Royal Canadian Mounted Police, Janvier 2020, <https://bc-cb.rcmp-grc.gc.ca/ViewPage.action?siteNodeId=2087&languageId=1&contentId=78199>.

2. Menaces et défis de l'extrémisme anti-autorité

Préjudices personnels et sociaux

Les risques associés à l'extrémisme anti-autorité sont multiples et vont bien au-delà de la menace de violence physique. Si le risque d'escalade vers la violence demeure préoccupant au Canada, les conséquences les plus répandues se manifestent sur les plans individuel et social. Les personnes adhérant à ces idéologies subissent souvent une détresse psychologique importante, un isolement social et des pertes financières considérables, dues à la fois à l'adoption de stratégies pseudo-juridiques — soit des arguments ou documents ayant l'apparence de la légalité, mais sans fondement juridique — et aux conséquences concrètes du fait de vivre en opposition au gouvernement et aux systèmes d'autorité. Par exemple, une personne peut refuser de payer ses impôts, son hypothèque ou d'autres factures pendant plusieurs années, ce qui entraîne des frais accumulés, des dettes importantes, et parfois même des accusations criminelles. Certaines personnes peuvent également refuser ou retarder des traitements médicaux nécessaires en raison de leur opposition aux autorités sanitaires. Si ces comportements entraînent effectivement une perte de ressources pour les agences gouvernementales, les conséquences personnelles et sociales peuvent être graves : perte de logement, expulsions, emprisonnement ou complications de santé majeures.

Ces croyances ont aussi des effets notables sur l'entourage social des personnes concernées. Les convictions anti-autorité peuvent générer des conflits familiaux et dégrader les relations amicales. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux conséquences des croyances anti-autorité de leurs parents ou tuteurs, notamment en cas de refus ou de report de soins médicaux, de difficultés financières, d'éviction, d'itinérance ou encore de retrait de l'école.

Préjudices à l'échelle sociale

Les idéologies anti-autorité alimentent le scepticisme et l'hostilité envers le gouvernement et les institutions d'autorité réelles ou perçues, ce qui réduit la disposition des individus à les considérer comme des sources légitimes d'information. Cela rend les personnes adhérentes plus susceptibles de chercher, croire ou diffuser de la désinformation ou de la mésinformation. Par exemple, nombre d'entre elles se méfient des autorités et agences de santé, ce qui peut les mener à refuser ou retarder des traitements médicaux nécessaires, ou à recourir à des traitements alternatifs peu ou pas fondés sur des données scientifiques.

Les systèmes juridiques et administratifs peuvent également faire l'objet de confrontations ou d'obstructions, notamment de la part de celles et ceux qui adoptent des stratégies pseudo-juridiques pour échapper à leurs obligations envers l'État, comme le paiement des impôts. Ces tactiques engendrent non seulement une perte de ressources publiques, mais elles peuvent aussi entraîner des conséquences financières ou juridiques pour les personnes concernées, accentuant ainsi la pression sur la société.

À une échelle plus large, les idéologies anti-autorité fragilisent la cohésion sociale et la confiance envers les institutions démocratiques, contribuant à la polarisation politique. Les récits anti-autorité peuvent propager ou renforcer les croyances complotistes et parfois alimenter la haine, notamment à travers des propos xénophobes.

Menace de violence

Enfin, la menace de violence provenant de personnes adhérant à des croyances anti-autorité extrêmes demeure marginale, mais ne doit pas être négligée. Cette violence, bien que rare, vise souvent les symboles traditionnels de l'autorité étatique, tels que les agents des forces de l'ordre, les représentant-es du système juridique, les juges, les politicien·nes et autres figures publiques. De plus en plus, elle s'étend aussi à des symboles moins traditionnels d'autorité réelle ou perçue, comme les travailleur·euses de la protection de l'enfance, les enseignant·es, les membres des médias ou le personnel de santé.

Ces actes de violence peuvent être réactionnels, par exemple lors de confrontations avec la police à la suite d'un simple contrôle routier. Mais ils peuvent aussi être prémédités, lorsque des individus planifient de nuire à celles et ceux qu'ils considèrent comme les représentant-es d'un système illégitime qu'ils cherchent à combattre. Plusieurs événements violents et médiatisés ont eu lieu récemment au Canada, notamment l'incident de 2020 où un homme armé d'un fusil semi-automatique a fait irruption à Rideau Hall pour « arrêter » l'ancien Premier ministre Justin Trudeau³.

Obstacles et défis à une prévention efficace

Il existe plusieurs défis institutionnels, structurels et sociétaux qui entravent l'efficacité des réponses aux idéologies, aux groupes et aux mouvements antiautoritaires au Canada :

- **Une perception publique stéréotypée** du mouvement, souvent présentée de manière réductrice et sensationnaliste dans les médias, met l'accent sur les figures marginales et violentes, tout en négligeant la diversité idéologique au sein des personnes adhérentes. Cette vision déformée nuit à une réaction sociale adéquate et à l'élaboration de politiques publiques efficaces, notamment pour les personnes qui ne sont pas enclines à la violence, mais subissent d'importants préjudices personnels ou sociaux en raison de leurs croyances.
- **Un phénomène encore peu étudié**, qui se traduit par une connaissance limitée et une portée floue des idéologies, des profils des personnes concernées et de leurs comportements. Ce manque d'information globale rend difficile l'évaluation de l'ampleur et de l'impact potentiel sur la société.

³ Bell, Stewart. 2024. "Armed reservist who crashed truck into Rideau Hall looking for Trudeau released," Global News, July 15, <https://globalnews.ca/news/10624142/armed-reservist-who-crashed-truck-into-rideau-hall-looking-for-trudeau-released/>.

- **Des crises sociétales**, comme la pandémie de COVID-19, ont accéléré la méfiance envers les institutions démocratiques, créant un terrain fertile pour la propagation de récits et de théories complotistes anti-État. Cela contribue à la normalisation des discours et croyances anti-autorité.
- **Un manque de connaissance de ces idéologies dans les services psychosociaux et de soutien existant**, comme les services communautaires d'orientation, les services de conseil en endettement ou les services de protection de la jeunesse. Cela crée des lacunes dans la prise en charge, où la dimension idéologique du comportement d'un individu peut être négligée ou ignorée. Dans certains cas, les personnes adhérentes à ces idéologies peuvent même se voir refuser l'accès à certains services.
- **Des programmes spécialisés insuffisants**, qui limitent la disponibilité de services de soutien psychosocial et de counseling adaptés aux personnes adhérant à ces idéologies. Ces programmes restent rares, fragmentés ou inexistantes dans certaines régions du pays, laissant ainsi des zones sans ressources adéquates.
- **Un manque de sensibilisation à l'existence de programmes spécialisés, notamment ceux visant à aider au désengagement des idéologies extrémistes et théories complotistes violentes.** Cela représente un défi supplémentaire, car les intervenant·es de première ligne (par exemple, les forces de l'ordre ou les professionnel·les psychosociaux·ales) qui croisent ces personnes sont souvent peu familiers non seulement avec les idéologies en question, mais aussi avec l'existence même de ces programmes spécialisés, ce qui limite l'éventail de soutien disponible.
- **Des réponses juridiques ou administratives tardives ou absentes** peuvent involontairement valider les croyances des personnes concernées, en renforçant l'idée que les stratégies pseudo-juridiques sont efficaces. Cette perception de réussite peut renforcer l'adhésion idéologique et accroître la probabilité de comportements persistants ou aggravés.
- **Les médias sociaux agissent comme catalyseurs**, des plateformes numériques comme Telegram ou TikTok jouant un rôle central dans la mobilisation, le réseautage et la radicalisation des personnes adhérentes.

3 Recommandations stratégiques pour prévenir et contrer l'extrémisme anti-autorité

Renforcer les efforts de surveillance et de prévention

- **Surveillance continue :** Les croisements idéologiques et l'expansion de ce mouvement justifient une surveillance continue, compte tenu de son appropriation croissante par d'autres visions extrémistes, notamment xénophobes, misogynes, antisémites ou conspirationnistes. Cette convergence rend les frontières entre différentes formes d'extrémisme de plus en plus floues, ce qui nécessite une actualisation régulière des définitions fédérales des idéologies extrémistes, comme celles proposées par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).
- **Compréhension du phénomène parmi les tendances plus larges :** Pour comprendre efficacement l'extrémisme anti-autorité, il est essentiel de le replacer dans le contexte plus large des dynamiques politiques. Il doit être considéré comme le reflet de développements politiques, d'événements et de crises. Cela implique d'approfondir notre compréhension des corrélations entre la diffusion de ces idéologies et les événements qui alimentent la peur, le ressentiment, et la méfiance envers les institutions politiques et les symboles d'autorité.
- **Financer la recherche appliquée et l'analyse des risques :** Des fonds supplémentaires et ciblés devraient être alloués aux chercheur·es dans les milieux universitaires et les organismes à but non lucratif afin d'explorer plus en profondeur les motivations, les profils démographiques, les tactiques et stratégies, ainsi que les facteurs de désengagement propres au mouvement anti-autorité au Canada. Une attention particulière devrait être portée au financement de recherches pratiques et orientées vers les besoins des intervenant·es en matière de prévention, d'intervention et de contre-radicalisation.

Améliorer la formation et la sensibilisation

- **Développer des modules de formation standardisés :** Des formations standardisées à l'échelle fédérale ou provinciale sur la manière de reconnaître et de réagir à l'extrémisme anti-autorité devraient être offertes aux fonctionnaires et au personnel de première ligne les plus susceptibles de rencontrer des personnes adhérant à ces idéologies, comme les employé·es de Service Canada, les agent·es de police, ou les professionnel·les de la protection de l'enfance. Ces modules devraient couvrir les principes de base des idéologies et concepts pseudo-juridiques, les techniques d'engagement et de désescalade, les arguments et tactiques fréquents, ainsi que les protocoles de sécurité à l'intention de tout le personnel susceptible d'interagir avec ces personnes dans le cadre de leur travail. Ces modules devraient être mis à jour régulièrement selon les nouveaux développements.

- **Intégrer le contenu lié à l'extrémisme anti-autorité dans les certifications professionnelles et la formation continue :** les associations et ordres professionnels, comme l'Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux et les fédérations d'enseignant-es, devraient être encouragés à intégrer des modules sur l'extrémisme anti-autorité dans les programmes de formation initiale ou continue. Cela permettrait de renforcer la capacité de repérage et d'orientation au sein des professions de première ligne.
- **Créer une plateforme nationale de ressources :** la prévalence des croyances anti-autorité au sein de la population appelle à la création d'une plateforme centralisée de ressources permettant de structurer et de diffuser l'information auprès d'un public élargi. Celle-ci devrait inclure du matériel à l'intention des professionnel·les de première ligne souhaitant approfondir leurs connaissances sur le sujet, des contacts d'expert-es, ainsi que des ressources locales pour les intervenant-es ou les personnes affectées par cette forme d'extrémisme.

Renforcer les capacités et le soutien des intervenant-es de première ligne

- **Outils pratiques et protocoles pour le personnel de première ligne :** Les membres du personnel les plus susceptibles d'interagir directement avec des personnes adhérant à des idéologies anti-autorité — comme les employé-es de Service Canada ou les professionnel·les de la protection de l'enfance — doivent avoir accès à du matériel de soutien professionnel adapté. Cela comprend des outils pratiques tels que des guides, des manuels d'intervention sur le terrain et des protocoles de référence pour gérer efficacement et en toute sécurité des interactions complexes.
- **Protocoles de sécurité et bien-être du personnel :** Des protocoles de sécurité devraient être exigés pour les fonctions de première ligne les plus exposées aux interactions avec des personnes adhérant à ces idéologies. Tout le personnel devrait également avoir accès à des services de soutien, comme la supervision, les groupes de soutien entre pairs, les séances de compte rendu, ou encore le counseling psychologique, afin de gérer le stress émotionnel ou psychologique pouvant découler d'interactions particulièrement conflictuelles.
- **Standardiser les réponses juridiques et administratives :** les réponses administratives, bureaucratiques, judiciaires et juridiques aux tactiques pseudo-juridiques et anti-autorités doivent être rapides, standardisés, et harmonisés. Une réaction rapide et uniforme, qui s'appuie clairement sur les cadres juridiques, administratifs ou procéduraux appropriés, peut contribuer à éviter l'escalade des tactiques et à ne pas valider involontairement les croyances des personnes concernées.

Élargir les services de soutien

- **Financement supplémentaire pour les services spécialisés** : Un financement additionnel est nécessaire pour élargir les programmes spécialisés existants qui visent à soutenir le désengagement des idéologies extrémistes et des théories complotistes violentes. Il faudrait accorder une attention particulière aux programmes offrant des services aux familles des personnes adhérant à des idéologies anti-autorité, notamment aux jeunes, lorsque possible. Pour être mis en œuvre efficacement, ces programmes doivent bénéficier de ressources suffisantes et de financements à long terme.
- **Accroître la visibilité des programmes spécialisés auprès des acteurs de référence** : la visibilité et l'accessibilité des programmes spécialisés existants doivent être améliorées grâce à une coordination nationale et à des campagnes de sensibilisation efficaces. Ces campagnes devraient cibler les principales sources de référence de première ligne, telles que la police, les tribunaux, les commissions de libération conditionnelle, les services de santé et de soutien psychosocial, les enseignant-es ainsi que les services de protection de l'enfance. Ces ressources doivent être présentées de manière accessible, claire et adaptée à des publics variés.

Stratégies de communication pour contrer les griefs et récits anti-autorité

- **Améliorer la communication en situation de crise** : une communication publique inadéquate, incohérente ou contradictoire lors de crises ou d'urgences peut renforcer la peur, la confusion et la méfiance envers les autorités. Il est essentiel d'investir dans des pratiques de communication transparentes, coordonnées et proactives, qui soient claires, cohérentes, fondées sur des données probantes, diffusées en temps opportun et qui offrent un espace de dialogue où le public peut exprimer ses questions, préoccupations ou commentaires, lorsque cela est possible.
- **Reconnaître et corriger les erreurs contribuant à la méfiance** : le refus de reconnaître ou d'aborder les erreurs ou les échecs politiques, administratifs, juridiques ou bureaucratiques peut contribuer à l'érosion de la confiance du public envers les institutions gouvernementales. Le fait d'assumer ouvertement ces erreurs, de proposer des pistes de solution claires et de communiquer de manière transparente représente un acte de responsabilité publique et peut contribuer à atténuer les frustrations politiques qui mènent parfois à l'adhésion à des idéologies anti-autorité.

4 Perspectives

Une approche globale de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme anti-autorité doit aller au-delà des recommandations politiques énoncées ici. Elle exige une démarche à long terme, mobilisant l'ensemble de la société, visant à renforcer la résilience démocratique en s'attaquant aux causes sociales, économiques et politiques qui alimentent la radicalisation.

L'adoption de croyances anti-autorité ne doit pas être perçue uniquement comme un échec personnel ou une responsabilité individuelle, mais plutôt comme un phénomène plus vaste façonné par les conditions sociales, politiques et économiques dans lesquelles évoluent les individus. Les recherches montrent que des expériences personnelles, telles que la détresse financière, l'isolement social, l'exclusion, les difficultés juridiques, la peur ou la méfiance envers les institutions, contribuent à rendre ces idéologies attrayantes. Une société et un système étatiques capables de soutenir les personnes en temps de crise, de communiquer efficacement, de reconnaître leurs erreurs et de réduire les inégalités jouent un rôle clé dans la prévention. Parallèlement, la société doit être prête à soutenir la réintégration des personnes qui se désengagent de ces idéologies en leur offrant des voies de participation citoyenne.

À long terme, il est essentiel de renforcer la résilience démocratique. Cela implique de cultiver une culture démocratique fondée sur la transparence, l'écoute et l'inclusion. Cela passe notamment par l'amélioration de la communication politique, la promotion d'une culture de la reddition de comptes et d'une capacité à apprendre des erreurs passées. Combattre la frustration politique est également crucial. En améliorant la transparence, en reconnaissant les fautes et en sollicitant la rétroaction, on favorise un sentiment d'autonomie chez les citoyen·nes. En effet, les croyances anti-autorité prospèrent souvent là où les individus se sentent aliénés, exclus des processus décisionnels, et impuissants face à des institutions qu'ils perçoivent comme éloignées ou hostiles. En valorisant des espaces sains pour le désaccord, la critique et le débat — trois piliers essentiels de la démocratie libérale — et en soulignant l'importance du pluralisme, on peut contribuer à bâtir une société plus résiliente, moins vulnérable aux récits polarisants et antidémocratiques.

La lutte contre l'extrémisme anti-autorité ne peut se limiter à des interventions immédiates ou réactives. Elle exige des efforts soutenus, tout au long de la vie des individus. Dès le plus jeune âge, les enfants doivent être accompagnés dans le développement de valeurs démocratiques, de la pensée critique et de compétences en littératie médiatique. De même, les personnes de tous âges doivent avoir accès à des opportunités d'apprentissage et de participation sociale et démocratique, notamment à travers les organismes communautaires et la société civile. Cela suppose de soutenir les initiatives locales et les mouvements citoyens en faveur de l'inclusion et de l'éducation civique. Il est aussi crucial de maintenir un soutien actif et une solidarité concrète envers les groupes ciblés par les idéologies anti-autorité à travers des discours antisémites, antiféministes, xénophobes ou anti-2SLGBTQIA+. Ces communautés doivent bénéficier de mesures de protection et de soutien adaptées.

Répondre au phénomène anti-autorité ne relève pas uniquement de la sécurité publique — c’est une nécessité pour préserver la confiance envers les valeurs démocratiques, assurer la cohésion sociale, et bâtir des communautés inclusives et en santé. Cela exige une vigilance continue face aux tendances mondiales et une reconnaissance du caractère transnational de l’extrémisme anti-autorité. Renforcer la réponse nationale du Canada implique une collaboration internationale, le transfert de connaissances et des apprentissages partagés avec des partenaires internationaux, nationaux et locaux, afin de construire des communautés résilientes.

À propos du projet PreP-Ex

Ce document d'orientation s'appuie sur les recherches menées dans le cadre du projet *Préparer les professionnel·les à la montée de l'extrémisme anti-autorité* (désigné ci-après comme le projet PreP-Ex), qui examine le souverainisme idéologico-conspirationniste et l'extrémisme anti-autorité au Canada et en Allemagne. Cette recherche repose sur des entretiens menés avec des expert·es issu·es de divers milieux, notamment des professionnel·les psychosociaux·ales, des représentant·es gouvernementaux·ales et des membres des forces de l'ordre. L'étude inclut également des entretiens avec des personnes adhérant à des croyances liées au souverainisme idéologico-conspirationniste ou à l'extrémisme anti-autorité, ainsi qu'un sondage mené auprès de membres de leur entourage : famille, ami·es et proches. En complément de ce document d'orientation, un **rapport de recherche** offre une analyse approfondie de ce phénomène dans chaque contexte national, en explorant ses idéologies, les trajectoires d'adhésion et de désengagement, ainsi que les risques associés. Un **manuel à l'intention des intervenant·es** est également disponible, offrant des conseils pratiques pour gérer les communications et les comportements des personnes adhérant à ces croyances.

Date de publication

Juillet 2025

Clause de non-responsabilité

Les informations et recommandations contenues dans ce document sont fondées sur des données et des recherches accessibles au public. Elles ne doivent pas être interprétées comme représentant les opinions des personnes ou organismes ayant financé ce projet.

Référence recommandée

Organisation pour la prévention de la violence. (2025). *Renforcer les réponses à l'extrémisme anti-autorité au Canada : recommandations stratégiques*.

Remerciements

Nous exprimons notre profonde gratitude envers le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence de Sécurité publique Canada. Le projet PreP-Ex a été rendu possible grâce au soutien financier du Fonds pour la résilience communautaire de Sécurité publique Canada.

Nous remercions chaleureusement les nombreux·ses expert·es, chercheur·es, professionnel·les psychosociaux·ales, juristes, membres des forces de l'ordre, représentant·es gouvernementaux·ales et responsables du renseignement qui ont généreusement partagé leur temps et leur expertise tout au long de ce projet.

modus | zad



organization for
the prevention
of violence



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada